

**LES SYNDICATS DE L'EDUCATION
SIGNATAIRES DU 15 OCTOBRE 2016**

(SYPESCO, SYNEB, SYNEFCT, SYNESEC, SYLDEF, FENAREC, COSES, SNEC)

CONTACTS: 65 85 90 06/75 41 29 84/66 82 10 62/ 66 78 20 37/76 30 47 04/71 30 45 92/ 176 49 04 87/66 78 89 41

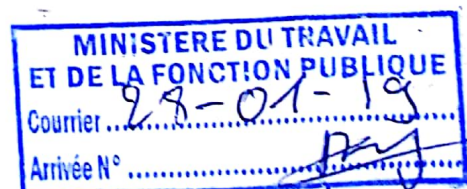
Objet : Préavis de grève de **13 jours soit 312 heures** avec rétention des notes.

A

*Madame le Ministre du Travail, de la Fonction
Publique, Chargé des Relations avec les Institutions*

Madame le ministre,

- Vu la constitution de la République du Mali ;
- Vu la loi N°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut général des fonctionnaires ;
- Vu la loi N°95-022 du 20 mars 1995, modifiée, portant statut des fonctionnaires des collectivités territoriales ;
- Vu la loi N°1993-008 du 11 février 1993, modifiée, déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités Territoriales ;
- Vu loi N°87 -47/AN-RM du 10 août 1987, relative à l'exercice du droit de grève dans les services publics ;
- Vu la Loi n°2016-041 du 07 juillet 2016 portant création de la Direction nationale de la fonction publique des collectivités territoriale ;
- Vu la Loi n°2018- 007 du 16 janvier 2018 portant statut du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et Spéciale;
- Considérant le Décret n°2018- 0067 P-RM du 26 janvier 2018 fixant les modalités d'application du statut du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et Spéciale ;
- Considérant Décret n°2018-0800/P-RM du 19 octobre 2018, fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement.
- Considérant le Décret n°2018-0801/P-RM du 19 octobre 2018, portant répartition des services publics entre la primature et les départements ministériels ;
- Considérant le cahier de doléances des syndicats de l'Education signataires du 15 octobre 2016 ;
- Considérant la mauvaise foi du Gouvernement ;



Nous, Syndicats de l'Education signataires du 15 octobre 2016 (SYPESCO, SYNEB, SYNEFCT, SYNESEC, SYLDEF, FENAREC, COSES, SNEC), exigeons :

1. L'octroi d'une prime de documentation ;
2. L'octroi d'une prime de logement ;
3. L'adoption immédiate du projet de décret portant plan de carrière du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale en Conseil des ministres ;
4. La finalisation du processus de régularisation administrative et financière des sortants de l'ENSUP (nouvelle formule) au même titre que ceux de l'ENI et IPR-IFRA (ainsi que toutes les grandes écoles : ENI, IPR-IFRA, ENETP, conservatoire Balla Fasseké,...) ;
5. L'application effective et immédiate du Décret N°2016-0001/P-RM du 15 janvier 2016, fixant les conditions et les modalités d'octroi de l'indemnité de déplacement et de mission ;
6. La relecture immédiate du Décret N°529/P-RM du 21 juin 2013, portant allocation d'indemnités au personnel chargé des examens et concours professionnels en ses articles 1,2 et 3 ;
7. L'organisation sans délai de l'élection professionnelle du secteur de l'Education et la création des organes prévus par le décret N°2018-0067 P-RM du 26 janvier 2018, fixant les modalités d'application du statut du personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale ;
8. L'annulation des Décrets n°2018-0800/P-RM du 19 octobre 2018, fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement et n°2018-0801/P-RM du 19 octobre 2018, portant répartition des services publics entre la primature et les départements ministériels ;
9. L'intégration dans le corps des enseignants du personnel non enseignant en classe ;
10. L'accès des enseignants fonctionnaires des collectivités territoriales aux services centraux de l'Etat.

Les syndicats de l'éducation bien que disposés au dialogue se réservent le droit de :

- Observer une grève de **13 jours** soit **312 heures** allant du **mercredi 13 au vendredi 15 février 2019**, du **lundi 18 février** au **vendredi 22 février 2019** et du **lundi 25 février** au **vendredi 1^{er} mars 2019 inclus**.









NB : la rétention des notes est avec effet immédiat c'est-à-dire à partir de la date de dépôt du préavis.

Ampliations :

- Primature.....1
- AN.....1
- MEN.....1
- MATD.....1
- CSTM.....1
- CDTM.....1
- UNTM.....1
- FENAPEEM.....1

Bamako, le 28 JAN 2019

ONT SIGNE

<p>Adama FOMBA</p>  <p>SYPESCO</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Amadou COULIBAY</p> <p>Tél: 75 41 29 84</p>  <p>SYNEB 5 41 29 84</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Ousmane ALMOUDOU</p>  <p>SYNEFCT</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Sambou D FOFANA</p>  <p>SYNESEC</p> <p><i>[Signature]</i></p>
<p>Yacouba DIALLO</p>  <p>SYLDEF</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Sekou TOGO</p>  <p>FENAREC</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Amadou LOUGUE</p>  <p>COSES</p> <p><i>[Signature]</i></p>	<p>Moustapha GUITTEYE</p>  <p>SNEC</p> <p><i>[Signature]</i></p>